

le répète, monsieur l'Orateur, je ne formule pas une opinion partisane, mais plutôt une opinion personnelle que je crois pratique et qui nous vaudra, à mon sens, le respect de nos voisins du Sud. J'exhorte de nouveau le gouvernement à conclure une entente rigoureuse avec nos plus forts concurrents, les États-Unis.

La crise actuelle remonte à 1966 et le gouvernement fédéral a failli dans l'intervalle à ses responsabilités; il aurait dû élaborer les politiques nécessaires pour l'enrayer. En 1966, les États-Unis ont apporté à leur politique du blé diverses modifications contraires aux intérêts des producteurs canadiens. C'était évident dès cette époque mais notre gouvernement n'a rien fait. Aux États-Unis, la superficie des emblavures a été augmentée de 30 p. 100, un régime modifié de double prix qui comportait l'usage de certificats de minoterie nationale a été mis sur pied et sur les marchés commerciaux une campagne de vente énergique a remplacé en grande partie les programmes d'aide alimentaire. Comme résultat, en 1967-1968 les États-Unis ont été le seul grand pays exportateur à augmenter ses exportations de blé, alors que le total des exportations mondiales fléchissait de 15 p. 100 environ. Nous n'avons pas su réagir rapidement à une nouvelle conjoncture et nos exportations de blé ont fléchi d'à peu près 40 p. 100. Je dois conclure, mais en terminant, je tiens à dire ceci, monsieur l'Orateur, dans l'immédiat, le gouvernement a probablement conjuré un manque de liquide qui aurait pu avoir des conséquences funestes quant à la viabilité de ce secteur de l'économie. Cependant, il importe de procéder à présent à une évaluation rigoureuse des difficultés et des possibilités du marché. Il est nécessaire, pour deux raisons, d'établir, dans ce secteur de l'économie, un équilibre entre l'offre et la demande. En premier lieu, le genre d'assistance qui est actuellement consentie aux cultivateurs sous forme d'avances en espèces ne pourra être remboursé par la suite que si les emblavures ont une étendue suffisante. Sinon l'agriculture de l'Ouest du Canada se trouverait terriblement endettée vis-à-vis du Trésor fédéral. En second lieu, les producteurs de blé ne sauraient—et, selon toute la tradition historique, ne devraient pas—devenir une charge pour les finances fédérales. Il importe que l'agriculture de l'Ouest joue de nouveau un rôle essentiel et positif dans notre économie si nous voulons réaliser des progrès dans les efforts déployés pour remédier à la pauvreté chronique et éprouvante qui affecte les agriculteurs dans les zones défavorisées de l'Est du Canada et des provinces Maritimes.

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, de temps à autre au cours de cette discussion, j'ai eu le sentiment que nous participons à un débat sur l'état de la nation. Bref, conformément à nos traditions parlementaires, nous revenons des régions éloignées de notre vaste pays et donnons aux députés et aux membres du gouvernement qui prennent la peine de nous écouter, un rapport sur l'état de la nation, pour ainsi dire, dans notre région. Depuis environ une heure, nous avons entendu le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Southam) parler du problème de la vente du blé et le ministre des Transports du problème de la vente de la morue fraîche et salée à Terre-Neuve. Mais je suppose que certaines des questions que j'exposerai cet après-midi n'ont pas particulièrement retenu l'attention de ces députés.

J'ai trouvé fort intéressant que, selon l'esprit du présent débat, le ministre des Transports (M. Jamieson) nous parle en qualité de député de Terre-Neuve plutôt qu'à titre de ministre des Transports. Son discours, je crois, pourrait nous faire réfléchir. Son discours donne une image fidèle de la vraie tradition pour ce qui est du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, qui permet de s'étendre assez longuement sur ses propres points de vue tout en reconnaissant que d'autres députés ont quelque chose à apporter pour assurer le progrès de la vie publique dans notre pays.

En vérité, monsieur l'Orateur, en l'écoutant j'ai souhaité que son collègue le ministre des Finances (M. Benson), qui me paraît dans un état voisin de la panique et de l'hystérie ces jours-ci, se fût trouvé à la Chambre pour absorber quelque chose de l'esprit et de la manière du ministre des Transports (M. Jamieson). A entendre le ministre des Finances (M. Benson) lundi, j'en suis venu à penser que la nation se trouvait en bien plus mauvaise posture, à son point de vue du moins, que je ne l'avais constaté pendant mon séjour dans ma circonscription. Je me demande si le ministre a lu dans le hansard le compte rendu de ses remarques. Il paraissait presque hystérique et prêt à faire feu en tous sens. J'aimerais rappeler à la Chambre quelques-uns de ses propos. On parlait des politiques d'investissement, des priorités et des propositions du NPD pour le contrôle de notre économie en des termes qui rappelaient, pour moi, député de la Colombie-Britannique, le ton qu'a adopté le premier ministre au cours des élections provinciales récentes alors que, inquiet des perspectives de son retour au pouvoir, il a remué ciel et terre et poussé tous les boutons de la panique politique. A l'égard des propositions du NPD, le ministre des Finances a